

Le Canada n'aura à faire face à un véritable dilemme que dans un seul cas: s'il appert qu'une requête en provenance de l'ONU ne peut être accordée sans que notre contribution à l'OTAN soit réduite à un tel point que notre prestige en serait diminué aux yeux de nos alliés. Il nous faudrait alors savoir si les Nations Unies seraient en mesure de faire un bon usage de l'accroissement d'une participation canadienne. Une telle augmentation compenserait-elle par un accroissement de prestige à New-York ce que nous perdriions auprès de l'OTAN? Si nous décidions de nous rendre aux nouvelles demandes des Nations Unies, il nous faudrait avoir soin de dissiper l'impression que le Canada, en agissant ainsi, essaye d'accroître son prestige aux dépens de ses partenaires de l'OTAN. La pire politique serait pour nous de demeurer officiellement membre de l'alliance et de nous comporter comme si nous n'en faisons pas partie. Nous n'échapperions point à la réprobation (si je puis dire) d'appartenir à l'un des blocs de la guerre froide, mais en nous aliénant la sympathie de ses membres, nous anéantirions notre influence sur leur politique.

Le prestige du Canada aux Nations Unies serait-il rehaussé si nous cessions d'appartenir à l'OTAN et à NORAD? Très probablement non. Le temps de notre plus grande influence au sein des Nations Unies a été celui où le Canada était également un membre enthousiaste et très en vue de l'OTAN. Depuis lors, il y eut des changements apportés dans ces deux organisations, mais leurs effets tendent à s'éliminer. L'entrée, par exemple, d'un grand nombre de nouveaux membres, surtout de nations d'Afrique et d'Asie non encore engagées, a diminué l'influence du Canada aux Nations Unies, les nouveaux venus prenant tout naturellement comme guides les membres les plus expérimentés parmi les leurs. Ils unissent en outre leurs efforts en vue de hâter la décolonisation et les membres qui refusent d'appuyer leurs résolutions extrémistes se retrouvent isolés. L'association du Canada avec l'OTAN, où subsiste l'influence colonialiste, a été un léger handicap, mais un handicap qui va en s'atténuant. Seul le Portugal refuse maintenant d'accorder l'indépendance à ses colonies, et la plupart des alliés de l'OTAN ont sévèrement critiqué cette attitude. Les responsabilités que la Grande-Bretagne continue d'assumer en Afrique présentent plus de difficultés mais la répugnance du Canada à appuyer des résolutions critiquant la politique britannique d'une manière outrancière ne changerait pas beaucoup même si deux pays n'étaient pas partenaires au sein de l'OTAN.

La situation de membre de l'OTAN n'a pas été jusqu'ici pour le Canada un sérieux embarras dans ses relations avec les Afro-Asiatiques qui comptent maintenant pour environ la moitié des membres des Nations Unies. En réalité, c'est probablement même un atout. Plusieurs de ces nouvelles nations non encore engagées considèrent que le Canada comprend mieux leur position que la plupart des autres alliés de l'hémisphère occidental. Par le fait qu'elles nous considèrent avec sympathie, elles veulent que nous conservions notre influence à Washington et dans les autres capitales faisant partie de l'OTAN. Elles apprécient nos services plus encore que nos bons conseils et ne ressentent pas le besoin d'autres recrues dans leur camp. Si le Canada venait à se séparer de l'OTAN ou cessait d'être considéré comme un membre en vue, ces gouvernements seraient sans doute moins intéressés à cultiver notre amitié.

C'est pour nous un avantage diplomatique que de paraître «inoffensifs» à leurs yeux. Néanmoins, nous aurions tort de croire que nous serions plus appréciés en réduisant nos forces armées. Au contraire, ceci nous rendrait moins aptes à partager le fardeau du maintien de la paix ou à aider des pays comme le Ghana à entraîner leurs propres forces. Toute augmentation de la